Quarante-quatrième année. — N° 332 (EDITION DU MATIN) MARDI 28 NOVEMBRE 1899

Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS.—Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements limitrophes : Trois mois, 5 fr. ; Six mois, 9 fr. ; Un an, 18 fr.
Les autres Départements et l'Etranger le port en sus.
Agence particulière à Paris, 26, rue Feydeau

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES : A Roubaix, aux bureaux du journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, aux bureaux du journal, rue Nationale, 78, et à la librairie Watteeuw, rue Saint-Jacques, 39. — A Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8. — A Bruxelles, à l'Office de Publicité 46, rue de la Madeleine. — A Mouscron, chez M. Henri Lemoun, rue de la Station. — En vente à Paris : aux Bibliothèques de la gare de l'Est, de la gare du Nord et de la gare St-Lazare.

LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

Il n'y a pas d'œuvre plus nécessaire et plus patriotique que celle-là. Pardon. Il y a une œuvre plus nécessaire et plus patriotique, car, avant de mettre des gardes à la porte de la maison, il faut bâtir la maison. On comprend que les gardes tiennent à leur place et aux petits avantages qu'elle comporte, mais on ne peut nier qu'ils soient ridicules en s'obstinant à faire faction sur l'emplacement d'un futur édifice. Avant de peupler le Capitole, les Romains l'avaient construit. Si, depuis ces temps reculés, le progrès a mis le bon sens en honneur, tout le monde estimera qu'avant d'appeler la garde, il serait raisonnable de faire venir les maçons.

Il sera très bien de défendre la République quand elle sera fondée, mais il faudrait commencer par la fonder.

Le Cabinet vient de recevoir de précieuses félicitations de la majorité des députés pour le zèle qu'il déploie à défendre le régime. Beaucoup de braves gens ont éprouvé quelque surprise de ce témoignage de confiance. Un vote contraire eût été plus surprenant. Est-ce qu'il s'agit d'idées à faire prévaloir, de principes à introduire dans la législation et l'administration? Pas le moins du monde. Il s'agit de s'entendre pour que les gardiens attitrés conservent leur prébende.

L'horizon de beaucoup de nos politiciens n'est pas étendu. D'ailleurs ces messieurs n'égarent pas leurs vues au loin; ils ramènent plus volontiers leurs regards sur leur propre personne, et la contemplation du moi suffit en général à leur bonheur.

Il est bien peu de politiciens pourvus, qui ne s'imaginent incarner la *République*. Sans doute, ils ne disent pas « la République, c'est moi, » mais ils le pensent, et rachètent ainsi, par un peu d'apparente modestie, beaucoup de prétention.

Et la République, qu'est-ce que c'est pour les médiocres? c'est le régime qui leur a permis d'être quelque chose, de jouer à l'homme influent, de pousser leur clientèle, de desservir leurs adversaires et aussi de jouer certains petits avantages que ne dédaignent pas les petits esprits.

Il y a au Palais-Bourbon des députés en grand nombre qui, malgré l'infatuation naturelle aux politiciens, sont obligés de s'avouer tout bas qu'il y a disproportion entre leur situation et leur mérite.

Ces législateurs songent moins à faire des lois qu'à conserver leur poste, et ils ont plus de confiance en la poigne des préfets qu'en la fidélité des électeurs. Que ceux-ci soient un peu plus éclairés, un peu plus indépendants, il pourrait en coûter au député son siège à la Chambre. De là cet état d'esprit, que les détracteurs de l'humanité pourraient qualifier de très humain, dont la résultante est la servilité envers tout pouvoir qui fait la comédie de la force. Il faut mettre dans son jeu des atouts pour la réélection future, et pour cela rester ministériel, afin de conserver l'influence qui permet d'être l'intermédiaire des faveurs ou des disgrâces.

Voilà, telle qu'elle est comprise par ces âmes généreuses, la défense républicaine.

Le ministère, avec une connaissance exacte des caractères, a compris qu'il fallait prendre ces braves par la peur. Il leur a montré le danger de certaines résistances; il a imaginé des conspirations fomentées pour les dépossédés; il leur a inspiré la terreur de la liberté.

Sans doute, on distingue entre liberté et liberté.

La faculté d'exciter des conflits entre travailleurs et patrons, d'affamer les ouvriers par la grève, ou même de les exposer en masse compacte au péril d'un exode insensé, la faculté de promener à travers les rues des emblèmes de sédition et de glorifier les souvenirs sanglants de l'histoire, resteront sacrées. Mais la faculté de mettre en commun ses biens, son intelligence et sa foi pour faire œuvre collective de prière, de dévouement ou d'enseignement, sera retirée aux citoyens dont on redoute l'indépendance.

Il y a des hommes qui se permettent de dire aux jeunes gens qu'il faut aimer son pays plus que soi-même, voter suivant sa conscience et non suivant son intérêt, préférer au candidat ministériel qui promet des faveurs le candidat indépendant qui réformera des abus. Il y a des audacieux qui oseut professer cette doctrine que la République doit aux citoyens l'égalité des droits civiques, et mettent au premier rang de ces droits la liberté de la pensée et de la conscience. Et ces hommes sont en possession de la confiance des familles ; leur enseignement est en honneur et fait une concurrence victorieuse à l'enseignement payé par le budget. Vous comprenez le danger?

Si toute une génération était imprégnée de ces idées, c'en serait fait des médiocrités de clocher et des protégés de l'administration. Adieu le titre de législateur et les satisfactions qu'il procure.

Il a suffi au ministère de signaler le péril aux députés et de promettre de le conjurer en tuant la liberté, pour obtenir une éclatante manifestation de confiance. C'est un reste de passion, d'égoïsme ou de peur ; mais un reste de défense républicaine, jamais!

Un Républicain.

Informations

La santé de M. Déroulède

Paris, 26 novembre. — L'état de santé de M. Paul Déroulède s'est quelque peu aggravé hier, c'est-à-dire que les douleurs sciatiques dont il souffre sont devenues plus violentes. Pour en donner une idée, disons qu'il lui serait difficile de monter un escalier. Avec ça le prisonnier a une forte fièvre. le tout est une conséquence des conditions de son internement. M. Paul Déroulède ne se plaint pas et il a même recommandé à ses amis de ne pas le plaindre.

Contre l'alcoolisme

Paris, 26 novembre. — Aujourd'hui, a eu lieu à l'Hôtel des Sociétés savantes, la séance solennelle de distribution des récompenses de la Société française de tempérance fondée en 1872. La cérémonie était présidée par M. Cheysson, ayant à ses côtés : MM. le docteur Philbert, secrétaire général de la Société de Tempérance ; le docteur Jacquet ; le commandant Leclerc, de la Garde Républicaine ; le capitaine Chamoin, des sapeurs-pompiers, etc...

Des discours ont été prononcés par MM. Cheysson ; Emile Philbert, qui a fait le compte rendu annuelle et le docteur Jacquet, qui a traité du sujet suivant : *Un ennemi national.*

MM. Philbert et Jacquet se sont élevés vivement contre l'alcoolisme. M. Philbert montre à quel point l'alcoolisme favorise la tuberculose, que les médecins s'acharnent à combattre. La cérémonie s'est terminée par la lecture du palmarès. Des médailles et des diplômes ont été remis aux lauréats.

Un train tamponné dans la Loire
Trois blessés

Rive-de-Giers. — Le train de marchandises n° 4574 a tamponné ce matin à neuf heures le train n° 870 stationné en gare de Couzon (Loire). Trois personnes ont été blessées, dont le chef de train. Les dégâts matériels sont peu importants.

Les courses d'Auteuil

Paris, 26 novembre. — Prix du Disque : 1er Batteuse, 2e Glanville, 3e Alliance. — Prix de Montrebout : 1er Bucheron, 2e Pilule, 3e Cloitrée. — Prix de l'Elevage : 1er Vaucouleurs, 2e Mathias, 3e Auzaba. — Prix Magne : 1er Ambulant, 2e Rome, 3e Troyka. — Prix du Télégraphe : 1er Taitlebourg, 2e L'Orloff, 3e Palmarès. — Prix de New-Market : 1er Cosmopolite, 2e Bassam, 3e le Guide.

Douze millions de détournements à Alger
Arrestation de deux courtiers

Alger, 26 novembre. — Deux courtiers d'Alger, les nommés Boukordt et Zepmak, et le vérificateur des douanes Borics, ont été arrêtés hier sous l'inculpation de détournements envers l'Etat, commis sur les droits de douane de certaines marchandises. On dit que le montant des fraudes s'élèverait à douze millions, dans l'espace de cinq ans.

Le scandale s'étendrait à plusieurs villes algériennes, notamment à Bougie, Sétif et Bône. Dans cette dernière ville, le principal accusé, le juif Z...., aurait fraudé avec la complicité de ses parents. Le parquet serait décidé à mener rapidement l'affaire et deux autres arrestations sont imminentes. Quelques-uns prétendent même qu'elles ont déjà été opérées. De gros financiers juifs et le consul anglais auraient, dit-on, offert de porter caution pour les trois premiers détenus, mais le parquet aurait refusé.

Toutefois, d'après une version qui circule dans l'entourage du gouverneur général, l'affaire n'atteindrait pas ces proportions et le juge d'instruction n'aurait relevé qu'un million de fraudes, portant principalement sur les alcools, les cafés, etc.

Les élections en Portugal

Lisbonne, 26 novembre. — Aujourd'hui ont eu lieu les élections des députés. Le ministère a emporté la majorité.

LES GRÈVES

DANS L'EST

Belfort, 26 novembre. — Les grévistes des usines de Sous-Roches et de l'usine Peugeot se sont finalement décidés à reprendre le travail, sans conditions, dès demain. La réunion qui a eu lieu, hier soir, a été mouvementée. Les grévistes, surexcités par le discours du citoyen Quillici, tendaient leurs poings crispés en criant : « Oui, nous recommencerons ! »

Et à la sortie, les actes de MM. Millerand, Viviani, Jaurès, Gérault-Richard, étaient appréciés dans ces milieux fraîchement socialisés avec une grande sévérité. Les troupes occupent toujours les usines. Il était intéressant de connaître l'impression de M. Quillici après la défaite. Le conseiller municipal de Marseille, répondant à un de nos confrères locaux, a dit notamment :

Pour la première fois, la presse socialiste s'est trouvée d'accord avec la presse conservatrice pour désavouer violemment les partisans de l'exode. Vous m'en demandez l'explication. Elle sera bien simple : nos amis socialistes Gérault-Richard, dans la *Petite République*, et Viviani dans la *Lanterne*, n'ont eu en vue que la question ministérielle.

Quand bien même l'acte révolutionnaire que nous avons essayé d'accomplir aurait été une faute, leur devoir était de nous soutenir. C'est entendu, les ouvriers sont vaincus matériellement ; mais les esprits sont tellement surexcités que sous peu de jours la grève générale et régionale sera déclarée. Mais nous ne ferons plus appel au gouvernement de « défense républicaine » qui, dans cette circonstance, a complètement manqué à ses devoirs.

L'ANGLETERRE ET LA FRANCE

Situation tendue

Paris, 26 novembre. — Des dépêches de Londres provenant de source différente mais toutes concordantes annoncent que malgré les appréciations élogieuses que la presse anglaise consacre au discours de M. Delcassé on considère les rapports franco-anglais comme peu satisfaisants. Les vives critiques dont la reine d'Angleterre a été l'objet de la part d'un certain nombre de journaux français illustrés ou autres ont fourni aux Anglais le prétexte qu'ils cherchaient de faire porter à quelqu'un le poids de leur mauvaise humeur et le ton qu'ils adoptent à l'égard de la France n'est rien moins qu'aimable.

Le *Daily Chronicle*, qui ne s'est jamais fait remarquer par son ardeur gallophobe, va jusqu'à conseiller à lord Salisbury de rappeler temporairement lord Dufferin. D'autre part, le correspondant d'un grand journal parisien émet ce jugement qu'une rupture entre les deux pays pourrait se produire plus tôt qu'on ne pense.

La mobilisation navale

Londres, 26 novembre. — On prétend que les ports de Portsmouth, Devonport et Chatam ont reçu l'ordre de mettre leurs ouvrages de défense en état. D'autre part la mobilisation navale continue toujours active, et bientôt les navires de la flotte de réserve seront prêts à former une nouvelle escadre. On rattache, paraît-il, ces mesures aux sentiments d'animosité qu'éprouve actuellement l'opinion anglaise et que la presse manifeste chaque matin envers la France.

Quoi qu'il en soit, des ordres viennent d'arriver à Portsmouth, d'après lesquels un certain nombre de torpilleurs de haute mer vont être armés et envoyés dans la Méditerranée. L'escadre de la Manche est actuellement à Gibraltar, attendant l'ordre de rejoindre l'escadre de la Méditerranée, mais il est probable que cet ordre ne sera donné qu'après l'organisation de l'escadre qui doit être formée avec des navires de la flotte de réserve ; cette dernière escadre viendra remplacer à Gibraltar celle de la Manche.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
CHEZ LES ÉTUDIANTS

Inauguration des nouveaux locaux de l'A. — Les étudiants socialistes. — Les manifestations

Paris, 26 novembre. — C'est aujourd'hui que l'Association des Etudiants inaugurait ses nouveaux locaux rue des Ecoles, 43. Le président de la République, on le sait, avait promis de rehausser de sa présence l'éclat de cette cérémonie. Dès midi et demi, la foule commence à se masser rue des Ecoles. Le service d'ordre est fait par les gardes municipaux.

Vers une heure, arrivent au nombre d'une cinquantaine, les étudiants socialistes qui s'étaient donné rendez-vous à l'avance rue Monsieur-le-Prince, au local de la « Libre Pensée ». Ils portent à la boutonnière l'églantine rouge. Ce sont eux qui, tout à l'heure, formeront la claque et donneront le signal des manifestations.

Les premiers applaudissements éclatent à l'arrivée des ministres. Voici MM. Waldeck-Rousseau, Leygues, Baudin. M. Millerand est l'objet d'une ovation spéciale. Successivement arrivent les présidents des Chambres, du Conseil municipal, le préfet de la Seine. Pour faire la conquête du quartier latin, le gouvernement a tenu à donner à la cérémonie tout son faste officiel. L'Université était représentée par MM. Gréard, vice-recteur, Liard, directeur de l'Enseignement supérieur, et par le doyen des Facultés. MM. Casimir-Perier et Léon Bourgeois figuraient parmi les invités.

Le Président de la République arrive en landau à deux heures. Les tambours battent aux champs. Des cris éclatent : Vive Loubet! Vive la République ! et même Vive Zola ! ceux-ci aussitôt couverts par d'autres cris : Vive l'armée! partis de la foule. M. Loubet, très pâle, jette autour de lui des regards inquiets. Il est reçu sous la marquise par M. Lavisse, président d'honneur, et M. Marcombes, président du comité. Dans le salon de réception, M. Lavisse a souhaité la bienvenue au chef de l'Etat. Il a préconisé la communion de tous dans la science pour l'achèvement du triomphe de la démocratie. A noter l'aveu suivant, échappé sans doute à l'orateur :

— Pour faire réussir cette association, a-t-il dit, un esprit de discipline et de sacrifice est nécessaire. Nos jeunes gens n'y sont pas préparés par le spectacle de la vie publique.

M. Loubet dans sa réponse, a recommandé tout particulièrement aux jeunes gens la vertu de tolérance et prophétisé le triomphe prochain de la paix sociale. Le Président de la République a remis les palmes académiques au vice-président de l'Association. Puis on lui a fait visiter les locaux, pavoisés à l'intérieur comme à l'extérieur. Le champagne est servi dans le bureau du comité. M. Marcombes porte un toast au chef de l'Etat qui remercie encore et la cérémonie est terminée.

A la sortie, M. Loubet a été l'objet de la même ovation qu'à l'arrivée, mais les acclamations et les applaudissements partent toujours du même groupe. Un incident comique se produit. M. Périllier, le député radical de Seine-et-Oise, qui habite près de là, est à son balcon avec sa femme et quelques amis, ceint de son écharpe, il travaille à chauffer l'enthousiasme, crie : « Vive Loubet ! à bas les nationalistes ! » Cette scène soulève une risée énorme dans la foule, en même temps des huées éclatent. M. Périllier juge prudent de disparaître.

M. Loubet s'est éloigné en landau. Boulevard Saint-Germain, quelques manifestants ayant crié : Vive Loubet, un formidable cri de : Vive l'armée! y répond aussitôt. Des cris de « Panama » éclatent à plusieurs reprises. La foule est restée compacte rue des Ecoles, où, livrée à elle-même, elle pousse maintenant les cris répétés de : Vive l'armée! Les étudiants socialistes ont disparu pour se rendre à la Sorbonne où a lieu un concert. M. Jaurès est parmi les invités. Son passage, souligné par les acclamations de ses amis, provoque des manifestations hostiles dans la foule.

Paris, 26 novembre, 6 heures soir. — La fête terminée, les membres du gouvernement se retirairent à pied, quand, à la terrasse du café Soufflot, des cris de : Vive l'armée ! Vive Déroulède ! A bas Loubet ! se firent entendre. Une contre-manifestation se produit; aussitôt d'autres cris retentissent : Vive Galliffet ! A bas la calotte ! La foule se mêle aux manifestants; de nombreux agents accourent pour disperser les groupes qu'ils refoulent sur le boulevard St-Michel. Douze arrestations sont opérées pour refus de circuler.

Sur le boulevard Saint-Michel l'animation est très grande, de nombreux groupes se forment et les cris de : A bas Loubet ! Panama! A bas la calotte ! retentissent de nouveau. Les esprits sont surexcités, on va en venir aux mains. M. André, commissaire spécial, fait dégager les terrasses des cafés et refoule les manifestants qui vont se reformer plus loin.

De nombreux agents sous la conduite d'officiers de paix viennent renforcer le service d'ordre. M. Lépine, averti de la manifestation, s'est rendu immédiatement au quartier latin. Ajoutons que vers six heures le quartier latin était plus calme.

Les manifestants arrêtés sont interrogés par le commissaire de police et tout porte à croire que plusieurs d'entre eux seront transférés au Dépôt On croit que de nouvelles manifestations auront lieu ce soir à la sortie du banquet que préside M. Larroumet, au café Voltaire.

LA GUERRE

Situation et impression

Paris, 26 novembre, 4 h. soir. — Le succès du général Methuen, à Belmont, de même que les nouvelles relatives à la prise de canons, à l'explosion du camp, est considéré comme étant dû à l'imagination de correspondants surexcités. Il en est de même de la dépêche publiée par un journal anglais qui, par d'immenses pancartes, annonçait que par suite de la victoire de Belmont, Kimberley et Mafeking se sont trouvées débloquées du coup.

Il suffit, d'ailleurs, de savoir qu'il y a plus de 80 kilomètres entre Belmont et Kimberley et 210 kilomètres entre Kimberley et Mafeking pour être fixé sur le sérieux de ces rodomontades.

Mais quand bien même lord Methuen parviendrait à atteindre Kimberley, il est condamné par la force même des choses à l'impossibilité d'envahir le territoire de l'Orange. Pour exécuter cette invasion, il faudrait que les généraux French et Gatacre, qui commandent les deux divisions anglaises concentrées dans le nord de la colonie, pussent prendre l'offensive et faire repasser aux Boërs le fleuve Orange.

En somme, et comme chaque fois précédemment, on déchante après avoir chanté Victoire ! Triomphe ! On ne veut pas douter du succès final, mais on avoue que l'instant est critique. Surtout on relève avec persistance les fautes commises. La dernière revue de la situation militaire dans le *Times* est plutôt sombre. D'après des lettres particulières, les Anglais se livreraient à des atrocités semblables à celles dont ils se sont rendus coupables dans la dernière campagne du Soudan.

Ils auraient parqué les prisonniers boers dans un endroit clos et auraient fait charger cette foule par les dragons de la garde. Les cavaliers auraient traversé trois fois l'endroit en question en foulant sous les pieds de leurs chevaux les malheureux captifs. Des Boers désarmés et demandant quartier auraient été transpercés à coup de lance par des cavaliers anglais.

Est-ce une nouvelle bataille?

Londres, 26 novembre. — L'*Evening Standard* publie la dépêche suivante de Lourenço-Marquez, en date d'aujourd'hui : Une dépêche de Prétoria en date d'avant-hier jeudi annonce qu'une forte bataille a eu lieu au sud de Kimberley, entre les Boërs de l'Orange et une colonne britannique, venant d'Orange River, au secours de Kimberley. Il est à présumer que c'est de l'affaire de Belmont qu'il est question dans cette dépêche.

Le général Joubert

Londres, 26 novembre. — Le général Joubert, qu'on disait hier mort à Ladysmith, a conduit le 23 le bombardement d'Estcourt. D'après une dépêche du *Sunday Times*, en date de Durban, 24 novembre, la marche des Boërs sur Pietermaritzburg continue. Les montagnes de la vallée de la Mooï sont couvertes de convois boërs, de fourgons et de bestiaux marchant vers la capitale du Natal.

L'invasion de la colonie du Cap

Le Cap, 25 novembre. — On rapporte que les Boërs ont fait sauter les ponts du chemin de fer entre Rosmead-Jonction et Middelburg (au sud de Colesberg), dans le but d'empêcher la marche en avant des troupes venant de Port-Elisabeth. On croit qu'il est également coupé, hier soir, la voie entre Steynsburg à Henning. (Cette voie relie la ligne qui mène d'East-London à Bloemfontein par Queenstown Burghersdorp à celle qui relie Port-Elisabeth à Bloemfontein par Middelburg et Colesberg). On attend l'arrivée d'un commando boër à Steynsburg (entre Middelburg et Burghersdorp).

Les renforts anglais

Londres, 26 novembre. — Trois grands transports ayant à bord 34 officiers et 3.078 hommes, ont encore quitté hier le Solent. L'état-major général, sur la demande du général Redvers-Buller, va expédier dans l'Afrique du Sud une cinquantaine d'officiers de tous grades dont le corps expéditionnaire a le plus grand besoin.

Bruits de paix

Londres, 26 novembre. — Les journaux publient une dépêche du Cap, datée du 25 novembre, disant que le *Cape Argus* a reçu de source autorisée l'avis qu'aucune proposition de paix ne sera prise en considération par l'Angleterre tant que le drapeau anglais ne flottera pas sur Prétoria et Bloemfontein et tant que les deux Républiques n'auront pas reçu de garnison anglaise. La dépêche ajoute que le Transvaal et l'Etat libre seront incorporés dans la grande colonie de l'Afrique du Sud, qui sera constituée dès que les envahisseurs auront été chassés du territoire anglais.

Saint-Pétersbourg, 26 novembre. — Le chargé d'affaires d'Angleterre a informé le gouvernement russe, que l'Angleterre se trouvait, depuis le 11 octobre, en état de guerre, avec les Républiques de l'Afrique du Sud. Il a de plus fait remarquer par cette communication, que le gouvernement anglais annulait sa précédente déclaration, aux termes de laquelle il n'était pas engagé dans une guerre, mais ne faisait que réprimer un soulèvement.

La *Novoie Vrémia* attribue à cette déclaration une signification qui lui donne une portée considérable : Elle est d'avis que les puissances ont désormais le droit d'envoyer, dans le camp boër, en dehors des détachements de la Croix-Rouge, des agents militaires, et qu'elles sont fondées à choisir le moment qu'elles jugeront le plus convenable pour intervenir entre l'Angleterre et le Transvaal. Cela est d'autant plus vrai, ajoute le *Nouveau Temps*, que les Afrikanhers penchent de plus en plus du côté des Boërs.

La situation du général en chef, sir Redwers-Buller, devient ainsi extrêmement difficile et l'Angleterre se verra forcée d'entamer des négociations, en vue de la paix, afin d'éviter de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent. Cette paix assurera aux Boërs le maintien de leur indépendance.

L'appel des milices anglaises

Londres, 22 novembre. — Les 6,600 hommes de la milice qui viennent d'être appelés sous les armes porteront à 40.000 hommes le nombre des miliciens mobilisés. Cet enrôlement de la milice ne s'opère pas sans difficultés et de toutes les villes industrielles du Royaume-Uni arrivent de nombreuses protestations ; d'autant que l'on prévoit de nouveaux et prochains appels et, dans ce cas, certaines grandes industries se trouveront dans l'impossibilité de continuer leur production, faute de bras.

TENTATIVE D'ASSASSINAT EN WAGON

Marseille, 26 novembre. — Une tentative d'assassinat qui rappelle, par plusieurs points de ressemblance, l'assassinat dont a été victime M. Paul Schotsmans, vient de se produire ce matin, entre les gares de Calinanne et du Pas-des-Lanciers, aux environs de Marseille.

Un jeune homme, âgé de 23 à 25 ans, s'est rué sur son compagnon de compartiment, M. Mouton, commerçant, demeurant au quartier du Portail-Magnanin, à Avignon, et a voulu le tuer à coups de couteau. Mais M. Mouton, qui est doué d'une force peu commune, put arrêter le geste de l'agresseur, saisir ce dernier à la gorge et le maintenir en respect jusqu'à l'arrivée du train au Pas des Lanciers.

Après l'avoir fait descendre du train, M. Mouton, aidé de M. Pierre Méry, employé des machines à Avignon, a attaché solidement à un arbre celui qui avait essayé de lui donner la mort. Peu de temps après, la gendarmerie est arrivée pour procéder à l'interrogatoire du dangereux jeune homme. Celui-ci a gardé un silence absolu sur son identité et sur le mobile de sa tentative criminelle. On l'a écroué immédiatement.

LA HAUTE-COUR

Les vingt-huit sénateurs absents

Paris, 26 novembre. — Nous avons signalé hier l'absence de vingt-huit sénateurs à la fin de l'audience, absence officiellement constatée en chambre du conseil au moment du vote par appel nominal sur l'arrêt relatif à M. Cailly.

Or, on annonce que les défenseurs déposeront demain, à l'ouverture de l'audience, des conclusions tendant à ce que ces vingt-huit sénateurs ne puissent concourir au jugement.

Il est probable que la Cour passera outre: dans ce cas, dit-on, la défense se retirerait. Force serait à M. Fallières de désigner des avocats d'office, mais le conseil de l'ordre refuserait à tous les inscrits au barreau de Paris, l'autorisation de prendre la parole devant la Haute-Cour. Si, par hasard, on trouvait quelques avocats, acceptant la tâche qu'auraient déclinée leurs confrères de Paris, alors, la situation s'aggraverait encore, car les accusés se refuseraient à se laisser défendre par eux. Telle est la situation.

Il est peu probable que M. Déroulède puisse reprendre demain sa place à l'audience.

LES 1,800,000 FR. DE LA « CROIX »

Paris, 26 novembre. — Le *Figaro* reproduit ce matin les deux documents qu'il a publiés hier concernant les perquisitions opérées dans la cellule du Père Hippolyte, au couvent de la rue François Ier, il y intercale un procès-verbal concernant les perquisitions d'autres cellules et affirme qu'il présente ainsi « un document absolument complet, indiscutable » et qu'il reproduit « dans la forme même où il a été transmis par M. le commissaire Péchard, le procès-verbal en son entier. »

A ce propos le secrétaire de rédaction de la *Croix* fait la déclaration suivante :

» Le seul procès-verbal signé du Père Hippolyte est celui que le *Figaro* donne encore aujourd'hui en dernier lieu, alors qu'il a été rédigé le premier. Le procès-verbal concernant les perquisitions des autres cellules a été rédigé lui-même avant le rapport de M. Péchard sur les 1,800,000 fr. Enfin, ce rapport de M. Péchard, de son aveu même, a été rédigé après coup, hors la présence du Père Hippolyte. Il constitue une lettre d'envoi du procès-verbal.

» Dans cette lettre d'envoi, M. Péchard a cru devoir insérer une évaluation absolument fausse dont il est seul responsable et dont il sera demandé compte. M. Péchard d'ailleurs a écrit lui-même au journal le *Temps* pour déclarer que la signature du Père Hippolyte ne figure pas au bas de son rapport. La vraie question est celle-ci : Un faux a été commis, quel est le faussaire ? La justice fournira bientôt la réponse : il y a encore des juges à Paris. »

LA MORT DU MAHDI
Une dépêche de Lord Cromer

Londres, 26 novembre. — Le Foreign Office vient de recevoir, de lord Cromer, la dépêche suivante, dans laquelle se trouvent des détails au sujet de la mort du khalife:

« Je reçois du colonel Wingate, par l'entremise du sirdar, le télégramme suivant : « Les troupes partirent de Gedid au clair de lune et rencontrèrent le Khalife à Om-Debrekat. Les Derviches attaquèrent à cinq heures quinze du matin, puis la ligne formée par les troupes égyptiennes avança et prit les positions des Derviches.

» Nous possédons la liste des chefs derviches qui ont été tués, elle comprend en plus Khalye, Alsmed-Fedel, Ali-Wad-Hein, les deux frères du khalife et le fils du mahdi, Osman Digma, s'est échappé dès que le feu a commencé. La colonne Wingate espère pouvoir s'en emparer. Cet officier fait un grand éloge du courage et de l'endurance des troupes, qui ont parcouru soixante milles et soutenu deux combats en moins de soixante heures.

» Les troupes montées sous les ordres du lieutenant-colonel Mahon ont poursuivi l'ennemi et se sont emparé de la plupart des fugitifs. Le khalife et les hommes de sa garde ont fait une résistance héroïque.

» En résumé, leurs principaux chefs, à l'exception d'Osman Digma, sont ou tués ou prisonniers. Le camp des Derviches, y compris les femmes et enfants, est entre nos mains. »

FEUILLETON DU 28 NOVEMBRE 1899. — N° 168

LA MARCHANDE de FLEURS

Par Xavier De Montépin

DEUXIÈME PARTIE

LA BELLE GABRIELLE

XXXII

André gagna sa chambre et entassa rapidement dans une valise des objets de première nécessité.

Ses économies se montaient à cinq mille francs.

En y joignant les deux mille francs que son père venait de lui remettre, il se trouvait à la tête d'une somme avec laquelle, ses frais de voyage payés, il pourrait parer à tout événement en arrivant à New-York qu'il connaissait déjà, qu'il avait habité pendant quatre mois, et où il avait des relations qu'il comptait mettre à profit afin de ne point rester sans travail.

Il attendit la nuit pour partir, ayant donné l'ordre au garde-moulin d'atteler le jument Norma à la charrette anglaise qui le conduirait à Blois, et de se tenir prêt à l'accompagner.

L'intention du jeune homme était de gagner le Havre où il prendrait passage à bord d'un transatlantique.

Une fois la nuit tombée, il quitta le moulin, non sans jeter un regard douloureux sur cette maison où il laissait son père seul, sombre et désolé.

Ses yeux se tournèrent aussi vers le château dont les fenêtres s'éclairaient et ses lèvres murmurèrent :

— Renée... Renée...

Puis, se ressaisissant, refoulant au fond de son cœur l'émotion qu'il sentait s'emparer de lui, il rendit la main à la jument qui fila rauidement.

XXXII

Renée était loin de se douter de ce qui se passait au moulin de Blossières.

Elle ne soupçonnait point le coup terrible qu'elle allait recevoir en plein cœur.

Après le dîner elle refusa de faire, comme d'habitude, une promenade dans le parc.

Fatiguée par la chaleur accablante de la journée, nerveuse, prise d'un commencement de migraine, elle monta dans sa chambre et se mit au lit.

Sa nuit fut très agité. Des rêves de mauvais augure hantèrent son sommeil fiévreux et entrecoupé.

« *Tout, songe, mensonge,* » *affirme* un dicton populaire, et rien n'est plus vrai, mais les exceptions confirment les règles.

L'un des rêves de Renée fut celui-ci :

Elle se trouvait au bord de la mer sur une plage nue dont les galets roulants meurtrissaient ses pieds.

Soudain elle entendit le sifflement de la vapeur.

Un navire passait devant elle.

Elle leva les yeux, et sur le pont de ce navire elle vit très distinctement André.

Elle voulait l'appeler, mais sa voix expira dans son gosier. Elle tendit les bras vers lui. Il ne la voyait pas, on feignait de ne point la voir.

Alors la jeune fille entra dans la mer pour le suivre, pour tenter de rejoindre ce navire qui fuyait, emportant son bonheur. Elle eut de l'eau jusqu'aux genoux d'abord, puis jusqu'aux hanches, puis jusqu'aux épaules...

Le navire s'éloignait de plus en plus.

Elle continua sa marche en avant, comme poussée par une force irrésistible.

L'eau atteignit sa bouche.

L'instinct de la vie se ranima dans son cerveau troublé. — Elle voulut revenir en arrière.

Il était trop tard.

Elle perdit pied.

En même temps une vague lui passa sur la tête, la saisit, la roula dans l'abîme, tandis que le navire disparaissait au milieu des brumes de l'horizon.

Renée poussa un grand cri, et se réveilla haletante, baignée de sueur.

Au dehors l'aube commençait à poindre, dissipant les ténèbres.

Le rêve, ou plutôt le cauchemar que la pauvre enfant venait de subir, ne s'était point évanoui. Le sentiment de la terreur subsistait malgré le réveil.

— Il est arrivé quelque chose à André... se dit la jeune fille en sautant à bas de son lit et en passant dans son cabinet de toilette où elle s'habilla rapidement.

Le jour était entièrement venu lorsqu'elle sortit du château et se dirigea vers le moulin où elle allait chercher des nouvelles, espérant qu'elles seraient de nature à dissiper les funestes impressions de la nuit.

Au moulin elle se trouva en plein mouvement de vie active. Les grandes roues tournaient sous la force des eaux retenues dans le bief. Les meules écrasaient le grain.

Dans la cour les ouvriers et les employés allaient, venaient, occupés, se hâtant.

Elle n'osa les questionner.

Les fenêtres du bureau de M. Brestois et de son fils donnaient sur la cour, au rez-de-chaussée.

C'est là qu'André, lorsqu'il n'avait point à sortir pour les affaires de la maison, travaillait presque tous les matins, et c'est là qu'elle venait de temps à autre le relancer, quand elle le voyait seul.

Elle s'approcha des fenêtres entr'ouvertes.

Une servante époussetait.

En apercevant Renée, elle poussa une exclamation.

— Comment, déjà levée, mam'selle !! fit-elle ensuite.

— Oui, Catherine. J'ai mal dormi cette nuit. J'ai un peu mal à la tête, et j'ai pensé qu'une petite promenade à la fraîcheur me ferait du bien...

— Ah ? dame, oui, c'est salutaire tout de même, mam'selle...

— Est-ce que monsieur André n'est pas encore descendu de sa chambre ?

— J'pourrais pas vous dire, mam'selle. Je ne l'ons point vu à c'matin..

Renée, causant avec la servante, ne s'était pas aperçu que M. Brestois sortait du moulin et venait à elle.

— Vous vous informiez d'André, mademoiselle ?... lui demanda-t-il.

Renée, surprise, se retourna en rougissant.

— Oui, monsieur... répondit-elle.

— Vous désiriez le voir ?

— Je voulais, dans le cas où il sortirait avec sa petite voiture, le prier de me faire faire en sa compagnie un tour de promenade...

— Hélas ! mademoiselle, répliqua M. Brestois. Il faudra vous habituer à ne plus compter sur mon fils pour ces promenades...

Mlle de Lagardie sentit son cœur se serrer.

— Pourquoi donc ? balbutia-t-elle.

— Parce qu'André a quitté le moulin.

— Quitté le moulin ?... répéta la jeune fille en chancelant.

M. Brestois la vit pâlir.

— Oh ! mademoiselle... fit-il en l'observant à la dérobée, car en présence de cette émotion si vive, un soupçon traversait sa pensée. André a quitté Blossières. Il est parti pour un voyage...

— Qui durera peu de temps sans doute ?... hasarda Renée.

— Dont la durée est indéterminée, mademoiselle.

Renée suffoquait.

Elle eut cependant la force de se contenir, de dominer en partie son trouble, et elle reprit d'une voix à peine distincte :

— Il est parti... quand ?

— Hier au soir...

— Hier... parti... sans avoir dit adieu à M. et à Mme de Mercœur... sans avoir prévenu... ceux qu'il voyait chaque jour...

— Oui, mademoiselle...

— Mais... ce départ... quel motif ?...

— Sa volonté.

— Ce n'est donc point pour vos affaires qu'il s'éloigne ?...

— Non, mademoiselle... c'est malgré moi... il a voulu...

— Mais la raison de cette volonté ?...

— Il ne se plaisait plus ici... Il s'ennuyait au moulin... Il tenait à voler de ses propres ailes, et il est allé tenter la fortune en Amérique...

— En... Amérique... bégaya la jeune fille prête à perdre connaissance.

M. Brestois fut obligé de la soutenir pour l'empêcher de tomber.

— Mademoiselle, fit-il, une telle émotion...

Ces paroles galvanisèrent Renée.

Elle comprit qu'elle allait livrer son secret, et, malgré le choc terrible qu'elle venait de subir, elle sut se dompter et réagir à force de volonté contre sa faiblesse.

— Oh ! ce n'est rien, monsieur Brestois, dit-elle en se raidissant et en échappant à ses bras qui la soutenaient, je suis souffrante depuis hier... j'ai mal dormi... je me suis levée au point du jour... ce n'est rien qu'un peu de fatigue... cela passera vite... je vais rentrer et me reposer...

— Voulez-vous que je vous reconduise, mademoiselle?

— Non... merci... j'irai très bien seule. Au revoir, monsieur Brestois...

— Au revoir, mademoiselle...

(A suivre.)